

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°002/AONO/MINCOM/CIPM/2024 DU 10.03.2024
RELATIF A LA SÉCURISATION DE LA DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DE LA
COMMUNICATION DU MAYO LOUTI

Financement : Budget d'Investissement Public (BIP) du Ministère de la Communication, Exercice 2024.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de la Communication lance, un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de sécurisation de la Délégation Départementale de la Communication du Mayo Louti (construction de la clôture).

2. Consistance des travaux

Les travaux objet de cet Appel d'Offres National Ouvert comprennent la construction d'une clôture pour la sécurisation de la Délégation Départementale de la Communication du Mayo Louti.

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les entreprises de droit Camerounais qualifiées en la matière.

4. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Communication de l'Exercice 2024, imputation : 58-17-160-04-340010-522117

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Quatre-vingt-cinq millions (85 000 000) F CFA

6. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de la Communication, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables au Ministère de la Communication, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance attestant le versement d'une somme non remboursable de 80 000 (quatre-vingt mille) francs CFA, délivré par le Trésor Public.

8. Remise des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (1) original et six (06) copies marquées comme telles, ainsi qu'une version électronique au format excel de l'offre financière (bordereau des prix unitaires et du détail estimatif et quantitatif) gravés sur CD ou sur clé USB (l'absence de cette version électronique de l'offre financière à l'ouverture des plis constitue un motif de rejet de l'offre), seront placées sous pli cacheté et scellé, sans aucune indication sur l'identité du soumissionnaire sous peine de rejet, et déposées au Ministère de la Communication, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics à Yaoundé, au plus tard le 11 avril 2024 à 12 heures.

Le dossier sera présenté en trois enveloppes "intérieures" distinctes et scellées ainsi qu'il suit :

- I- pour les pièces administratives
- II- pour les propositions techniques.
- III- pour les propositions financières.

Elles seront placées à l'intérieur d'un pli extérieur anonyme, hermétiquement fermé et portant

impérativement la seule et unique mention suivante :

Appel d'Offres National ouvert

**N°002/AONO/MINCOM/CIPM/2024 DU RELATIF A LA SÉCURISATION DE LA
DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DE LA COMMUNICATION DU MAYO LOUTI**

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

9. Recevabilité des offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une institution financière de première ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant de **1 700 000 (un million sept cent milles) francs CFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres. Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission conformément à la circulaire relative à l'application du Code des Marchés Publics, *la non satisfaction totale des critères de qualifications du conducteur des travaux, entraînera le rejet de l'offre.*

10. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu **le 11 avril 2024 à 13 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée (**mandat dûment légalisé**) et ayant une parfaite connaissance du dossier.

11. Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage est de **quatre (04) mois**.

12. Evaluation des offres

L'évaluation des offres se fera en **trois (03) étapes** :

- **1^{ère} étape** : vérification de la conformité du dossier administratif de chaque soumissionnaire.
- **2^e étape** : évaluation technique des offres administrativement conformes.
- **3^e étape** : vérification des offres financières des entreprises dont les offres ont été reconnues techniquement qualifiées et administrativement conformes.

Les critères d'évaluation des offres sont les suivants

13. Principaux critères éliminatoires

Seront rejetées, les offres présentant les manquements ci-après :

- a) Absence de la caution de soumission conformément à la Circulaire relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- b) Défaut de production ou de conformité dans un délai de 48h de l'une des pièces du dossier administratif absente ou jugée non conforme exception faite de la Caution de Soumission ;
- c) Fausse déclaration ou pièce falsifiée;
- d) Omission dans l'Offre financière d'un prix unitaire quantifié et d'un prix du Sous détail des prix ;
- e) Absence de l'attestation de visite de site signé sur l'honneur par le soumissionnaire + le Rapport de visite de site ;
- f) Non satisfaction d'au moins un des critères de qualification du conducteur des travaux ;

- g) Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise n'a abandonné aucun contrat lié à la commande publique (Lettre Commande ou Marché) au cours des trois (03) dernières années et qu'elle ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics ;
- h) Non satisfaction d'au moins 80% de oui des critères essentiels.

14. Les principaux critères d'évaluation

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels de qualification ci-dessous :

- a) Présentation générale de l'offre ;
- b) Une capacité financière délivrée par une banque (celle où sera domicilié le compte) agréée par le MINFI supérieur ou égal à 35 000 000 (Trente-cinq millions) F CFA ;
- c) Les références de l'entreprise (au moins trois (03) sur les 03 (trois) dernières années dans les marchés similaires (constructions des bâtiments) (*copies des marchés signés et enregistrés (1^{ère} et dernière page) et des PV de réception et /ou de certificats de bonne fin des travaux*) ;
- d) Note méthodologique sur la compréhension, l'organisation de l'entreprise, l'organisation du projet et planning d'exécution des travaux ;
- e) Qualifications du personnel (chef chantier et autres personnels d'exécution) exception faite du conducteur des travaux ;
- f) Matériel de travail ;
- g) Le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), Paraphé sur chaque page, et avec à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire
- h) Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), Paraphé sur chaque page, et avec à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire.

Seuls les soumissionnaires qui auront obtenues 80% « OUI » seront admis à l'analyse financière.

15. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins disante et jugée conforme au dossier d'appel d'offres.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès du Service des Marchés Publics du Ministère de la Communication à Yaoundé.

18. Additif à l'appel d'offres.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent Appel d'Offres sous forme d'additif.

NB : « Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivant : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ».

Yaoundé, le 06 MARS 2024

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION

Ampliations:

- MINMAP
- ARMP
- Service des Marchés
- Président CIPM/MINCOM
- Affichage.



René Emmanuel Jodi

Open National Invitation To Tender N°002/AONO/MINCOM/CIPM/2024 OF 06 MARS 2024
TO SECURE THE PREMISES OF THE MAYO LOUTI DIVISIONAL DELEGATION OF
COMMUNICATION (BUILDING OF A FENCE)

Financing: The Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Communication for the 2024 financial year.

1. Subject of the Invitation to Tender

The Minister of Communication hereby launches an Open National Invitation to Tender for the work to secure the premises of the MAYO LOUTI Divisional Delegation of Communication, (building of a fence).

2. Nature of Works

The work under this Invitation to Tender consists in building a fence to secure the premises of the MAYO LOUTI Divisional Delegation of Communication.

3. Participation and Origin

Participation to this Invitation to Tender is opened to qualified companies incorporated under Cameroonian law.

4. Financing

The work under this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Communication for the 2024 financial year, under budget head 58-17-160-04-340010-522117.

5. Estimated Cost

The projected cost of the operation after preliminary studies is eighty five million (85 000 000) CFA F.

6. Consultation of the Tender Document

The Tender file can be consulted during working hours at the Ministry of Communication, Department of General Affairs, Public Procurement Service, from publication of this notice.

7. Acquisition of the Tender File

The Tender file may be obtained at the Ministry of Communication, Department of General Affairs, Public Procurement Service as from the publication of this notice, upon payment of a non-refundable sum of eighty thousand (80 000) CFA francs to the public treasury.

8. Submission of Bids

Each offer drafted in French or in English in seven (07) copies, one (01) original and six (06) copies marked as such as well as an electronic version in excel format of the financial offer (unit price list as well as the estimated and quantitative details) burned on a CD or saved on a USB drive (the absence of the electronic version of the financial offer at the opening of the envelopes constitutes grounds for rejection of the offer), should be deposited at the Ministry of Communication, Department of General Affairs, Public Procurement Service, not later than 11th April 2024 at 12 pm in a sealed envelope.

The file should be submitted in three distinct and sealed envelopes labelled as follows:

- I- For administrative documents
- II- For technical proposals
- III- For financial proposals

They should be submitted in a sealed envelope and only labelled as such:

**Open National Invitation To Tender N°002/AONO/MINCOM/CIPM/2024 OF
TO SECURE THE PREMISES OF THE MAYO LOUTI DIVISIONAL DELEGATION
OF COMMUNICATION (BUILDING OF A FENCE)
"To be opened only during a tender board session"**

9. Admissibility of Offers

Each bidder should attach to his administrative documents a bid bond of **1 700 000 (one million seven hundred thousand)**, valid of thirty (30) days after the final date of validity of the bids and issued by a first- rate Bank approved by the Ministry of Finance, the list of which is provided in document No.12 of the tender file.

Under the risk of being rejected, the administrative documents required must be reproduced in original or certified true copies by the issuing service in accordance with the Special Regulations of the invitation to tender.

They must not be older than three (03) months or must not have been established after the signing of the tender notice.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice or of the tender file shall be declared inadmissible. This applies especially to the absence of the bid bond in accordance with circular relating to the Code of Public Contracts, **total failure to meet the qualification criteria for the work manager will lead to the rejection of the offer.**

10. Opening of Bids

The opening of bids will be done in a unique session.

The opening of the administrative documents and the technical and financial offers will take place on **11th April 2024 at 1 p.m.** by the Internal Commission for the Award of Contracts of the Ministry of Communication in Yaoundé
Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized (**mandate duly legalized**) person of their choice with full knowledge of the file.

11. Execution deadline

The maximum deadline for carrying out the work planned by the project owner shall be for **(04) months**.

12. Evaluation of Bids

The evaluation of the tenders will be carried out in three (03) stages:

- **Stage 1:** verification of the conformity of the administrative file of each tenderer.
- **Stage 2:** technical evaluation of administratively compliant bids.
- **Stage 3:** verification of the financial offers of the companies whose offers have been recognised as technically qualified and administratively compliant.

The criteria for evaluating the offers are as follows:

13. Essential Eliminary Criteria

Tenders with the following deficiencies will be rejected

- a) Absence of the bid bond in accordance with the Circular on the application of the Public Contract Code;
- b) Failure to produce or comply within 48 hours with any of the documents in the administrative file that are missing or deemed non-compliant, with the exception of the bid bond;
- c) False declaration or falsified document;
- d) Omission of a quantified unit price and a price of the Sub-detail of prices in the Financial Offer;
- e) Absence of the site visit certificate signed on honour by the tenderer + the site visit report;

- f) Failure to meet at least one of the qualification criteria of the works manager;
- g) Absence of the declaration on honour attesting that the company has not abandoned any contract linked to the public order (Letter Order or Contract) during the last three (03) years and that it is not on the list of defaulting companies drawn up annually by the Minister of Public Contracts;
- h) Failure to satisfy at least 80% of the essential criteria.

14. Essential Evaluation Criteria

The evaluation of the technical offers will be done according to the binary system (yes/no) on the basis of the following essential qualification criteria:

- a) General presentation of the offer;
- b) A financial capacity issued by a bank approved by MINFI of at least 35,000,000 (thirty five million) CFA francs;
- c) The company's references (at least three (03) over the last three (3) years in similar contracts (construction of buildings) (copies of signed and registered contracts (front and last page) and acceptance certificates and/or certificates of successful completion of work) ;
- d) Methodological note on the understanding, organisation of the company, organisation of the project and planning of the execution of works;
- e) Qualifications of the personnel (site manager and other staff) except for the works manager;
- f) Work equipment;
- g) The Special Technical Specifications (STS), initialed on each page, and with the date, signature and stamp of the bidder at the end of the document
- h) The Special Administrative Conditions (SCC), initialed on each page, and with the date, signature and stamp of the bidder at the end of the document.

Only bidders who obtain 80% "YES" will be admitted to the financial analysis.

15. Award of Contract

The contract will be awarded to the bidder with the lowest tender deemed to comply with the tender document.

16. Deadline for the Validity of Bids

Bidders shall remain committed by their bids for ninety (90) days *from* the date of their submission.

17. Complementary Information

More technical, administrative information can be obtained from the Procurement service of the Ministry of Communication in Yaoundé.

18. Addendum to the Invitation to Tender

The Project Owner reserves the right, if necessary, to introduce any other useful amendment later in this Invitation to Tender in the form of an addendum.

NB: "For any attempt of corruption or bad practice, please call the MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48".

CC:

- MINMAP
- ARMP
- Procurement Service
- Chairperson TB/MINCOM
- Notice board

Yaoundé, on

06 MARS 2024

THE MINISTER OF COMMUNICATION



René Emmanuel Jadi